

Les droits de l'Homme en Russie : violations récurrentes et nouvelles inquiétudes

Mars 2012

La Russie connaît un mouvement de protestation sans précédent depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000. Égratignant au passage le mythe d'une population passive et toute acquise au pouvoir, les manifestations qui ont suivi les élections législatives du 4 décembre 2011, font éclater au grand jour les violations des droits de l'Homme, dénoncées depuis de nombreuses années par les ONG: élections truquées, arrestations et condamnations abusives, censure médiatique, non respect du droit d'association et de réunion.

Le mépris flagrant de l'importance du mouvement, et les insinuations récurrentes de financement et d'influence étrangère comme seule raison de ces mouvements qui vont jusqu'à réclamer l'annulation des résultats des élections, témoignent d'un pouvoir qui refuse toute remise en question de ses pratiques. Et les réformes tardives et incomplètes proposées par le Président sortant Medvedev à la suite du mouvement populaire à un mois de la fin de son mandat ne suffisent pas à le cacher. Au contraire, les attaques contre les organisations non-gouvernementales, les militants et ceux qui portent des messages contestataires se sont multipliés, envoyant un message fort sur le manque d'ouverture.

Le bilan de la situation des droits de l'Homme en 2011 laisse peu d'espoir quant aux intentions du pouvoir en place: le travail des **défenseurs des droits de l'Homme et journalistes indépendants** est sérieusement entravé tandis que le système judiciaire répond plus aux exigences du pouvoir qu'aux droits des victimes, favorisant un climat d'impunité inquiétant, y compris pour ce que concerne la longue liste des meurtres de représentants de la société civile. L'assassinat du daghestanais Khadjimourad Khamalov en décembre 2011 est venu allonger la liste des journalistes assassinés dans le Caucase depuis 2009, tandis que les assassinats de la plupart de ses collègues n'ont toujours pas été élucidés.

La situation dans le **Nord Caucase** se dégrade, en particulier au Daghestan et en Ingouchie : les civils sont en proie aux exactions des forces de l'ordre et les rares personnes dénonçant les méfaits du pouvoir risquent leur vie.

Le respect du **droit des migrants** reste plus que jamais un point majeur de préoccupation en Russie. L'épisode lié à un conflit diplomatique avec le Tadjikistan en novembre 2011 en dit long sur le statut des migrants en Russie, en particulier ceux venus d'Asie Centrale et du Caucase. De façon générale, **la xénophobie, le racisme et l'intolérance** sont toujours omniprésents, faisant des victimes parmi les minorités mais aussi parmi ceux que les défendent.

1. Des élections très contestées

Le 4 décembre 2011, ont eu lieu les élections législatives. Les résultats officiels donnent gagnant le parti Russie Unie, mais de nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer les violations de la procédure

électorale réglementaire. Une carte des irrégularités mise en place par l'ONG Golos¹ avec gazeta.ru, alimentée par des témoignages individuels, fait état de violations dans tout le pays². Le 20 janvier 2012, le Conseil de l'Europe a rapporté que de nombreuses irrégularités avaient entaché les élections et que des réformes du processus électoral étaient nécessaires.

La campagne en elle-même a été entachée par de nombreuses violations du code électoral. Comme pour les élections précédentes, les représentants de Russie Unie ont bénéficié d'une couverture médiatique nettement supérieure aux représentants des partis de l'opposition. Les campagnes d'affichage des commissions électorales ont par ailleurs montré une étrange ressemblance avec celles de Russie Unie. De manière générale, les opposants ont fait face à de nombreux obstacles, du blocage des impressions de leurs tracts aux agressions physiques contre certains candidats et militants.

L'ONG Golos, qui s'applique depuis 2000 à relever les irrégularités électorales, a été victime des pressions du pouvoir, jusqu'à la veille des élections³. Les menaces contre les observateurs, les condamnations abusives à des amendes élevées, et des menaces directes et indirectes contre les militant de Golos, se sont multipliées au cours des derniers mois.

Les manifestations ont fait apparaître plus nettement le rôle d'Internet dans la diffusion d'informations indépendantes, bien loin du discours des médias officiels. Alors que les principales chaînes de télévision ont d'abord choisi d'ignorer le mouvement de protestation, la toile a plus que jamais servi de courroie de transmission pour l'opposition. Le pouvoir a réagi en fermant plusieurs groupes sur Vkontakte, le réseau social russe, et des milliers de comptes Twitter ont été piratés. Plusieurs opposants, défenseurs des droits de l'Homme et blogueurs ont été arrêtés et condamnés à 15 jours de prison⁴. Durant la campagne, de nombreuses attaques DDOS (consistant à surcharger un site de demandes afin de le paralyser) ont visé les sites d'opposants ou de médias indépendants, des boîtes mails et des sites ont été piratés.

2. Les défenseurs des droits de l'Homme toujours à la merci de l'impunité

Malgré le fait que en 2011, certaines affaires emblématiques ont connu des avancées (ainsi, en mai 2011, près de 5 ans après la mort de la journaliste, le meurtrier présumé d'Anna Politkovskaïa, Roustam Makhmoudov, a été arrêté), les parties civiles ne sont pas informées de l'enquête en cours, et il est à craindre que l'affaire ne se prolonge encore longtemps. Pour rappel, en février 2009, les deux frères de Roustam Makhmoudov, Djabraïl et Ibraguim, avaient été acquittés, ainsi que Sergeï Khadjikourbanov, ancien policier, et Pavel Riagouzov, ancien responsable du KGB, « faute de preuves ».

Par ailleurs, les militants ultra-nationalistes Nikita Tikhonov et Evguenia Khasis ont été reconnus coupables le 28 avril 2011 de l'assassinat de la jeune journaliste Anastassia Babourova et de l'avocat Stanislav Markelov en janvier 2009. Le procès a néanmoins laissé quelques zones d'ombre, notamment sur les possibles commanditaires.

Si nous saluons ces quelques avancées, la fin de l'impunité pour les attaques contre les défenseurs des droits de l'Homme et les journalistes, est très loin d'être atteinte. Certaines affaires restent depuis plusieurs années au point mort, particulièrement celles touchant à la situation dans le Caucase du Nord.

¹ <http://www.golos.org/news/4533>

² <http://www.kartanarusheniy.ru/>

³ « L'ONG Golos, chargée de surveiller les élections russes, harcelée par Moscou », lemonde.fr, le 03 Décembre 2011 http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=1175780

⁴Cf. Communiqué de presse de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme (programme conjoint de la FIDH et de l'OMCT) du 14 décembre 2012 <http://fidh.org/Russian-Federation-Demonstrations>

L'enquête sur la mort de Natalia Estemirova, représentante de Mémorial en Tchétchénie, kidnappée et assassinée en juillet 2009, piétine. Près de deux ans et demi après la mort de la jeune femme, l'identité des assassins est toujours inconnue. En outre, selon les éléments de l'affaire, "les preuves de base" laissent suspecter une manipulation délibérée pour lancer l'enquête sur la fausse piste.⁵ Les charges contre Oleg Orlov, attaqué en diffamation pour avoir accusé le président tchétchène Ramzan Kadirov d'être responsable de la mort de l'activiste, ont enfin été abandonnées le 20 janvier 2012. Cette décision fait suite à son acquittement en juin 2011 et à l'entrée en vigueur d'une loi dépénalisant la diffamation en décembre 2011. Mais le harcèlement juridique à son encontre a duré deux ans et demi et a obligé Memorial à mobiliser ses ressources et son énergie pour défendre devant les tribunaux la légitimité de son combat pour les droits de l'Homme, au lieu de poursuivre son important travail.⁶

Dans le Nord-Caucase, la situation est très préoccupante, notamment en ce qui concerne l'impunité totale pour ceux qui s'attaquent aux journalistes et défenseurs des droits de l'Homme, qui témoignent et dénoncent les exactions perpétrées contre la population civile. En Tchétchénie ou au Daghestan, les journalistes indépendants risquent leur vie pour lutter contre la désinformation orchestrée par le pouvoir⁷. La dernière victime en date, Khadjimourad Khamalo, le fondateur de l'hebdomadaire indépendant Tchernovik et responsable de la maison d'édition «Liberté de l'expression» a été assassiné dans la nuit du 15 au 16 décembre 2011. Il était connu pour ses recherches sur des sujets sensibles : corruption, disparitions forcées, exactions des forces de l'ordre et avait figuré en 2009 sur une liste de « personnes à abattre » circulant sur internet.

Philippe Kostenko, collaborateur du centre anti-discrimination «Memorial» à Saint Petersburg et participant actif des manifestations de contestation, a été passé à tabac le 3 février 2012 et a reçu des blessures importantes, y compris un traumatisme crânien et de multiples fractures des jambes, l'immobilisant pour plusieurs mois.⁸

3. Intolérance, xénophobie et racisme. Les migrants aux prises avec un système corrompu et violent

La situation des travailleurs migrants en Russie a connu un pic en novembre 2011, sur fond de guerre diplomatique et de gesticulations impérialistes, dont ont fait les frais les Tadjiks présents sur le territoire russe.

La crise a commencé le 8 novembre 2011 avec la condamnation d'un pilote russe à 8 ans et demi de prison pour pilotage illégal. Les représailles sur la population tadjike vivant sur le territoire russe ne se sont pas fait attendre. L'exacerbation des tensions xénophobes a répondu en écho aux déclarations russes officielles d'hostilité contre les Tadjiks. Plusieurs ONG ont dénoncé des raids, des arrestations et des déportations vers le Tadjikistan. Cette méthode de représailles « ethniques » avait déjà été utilisée pendant la guerre avec la Géorgie en 2006-2007.

Plus généralement, de manière régulière, les migrants sont victimes d'attaques xénophobes en Russie. Selon

⁵ Cf. le rapport conjoint de la FIDH, CDH Memorial et Novaya Gazeta « Deux ans après le meurtre de Natalia Estemirova : L'enquête est sur la mauvaise voie », juillet 2011 <http://fidh.org/Deux-ans-apres-le-meurtre-de.10305>

⁶Cf. la note analytique "Kadyrov contre Orlov : La défense des droits de l'Homme en procès" de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme (programme conjoint de la FIDH et de l'OMCT), février 2012 <http://fidh.org/FEDERATION-DE-RUSSIE-La-defense>

⁷ Voir le rapport de Reporters sans frontières, « Terreur, menaces, corruption : rapport de mission dans le Caucase russe », publié le 13 Octobre 2011 : <http://fr.rsf.org/russie-terreur-menaces-corruption-rapport-13-10-2011.41192.html>

⁸Cf. l'appel urgent de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme (programme conjoint de la FIDH et de l'OMCT) «Attack against Mr. Philipp Kostenko», 8 Février 2012 <http://fidh.org/Assault-of-Philipp-Kostenko-RUS>

La FIDH est une organisation non gouvernementale de défense des droits humains, qui fédère 164 organisations dans plus de 100 pays. La FIDH a un statut consultatif auprès des Nations unies, de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe et d'observateur auprès de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples.

<http://www.fidh.org> -presse@fidh.org

+33 1 43 55 90 19 - +33 1 43 55 14 12

Twitter : @fidh_ngo

le centre SOVA, en 2011, au moins 20 personnes auraient été tuées et 130 blessée⁹, et ce seulement selon les informations enregistrées par le centre. Le bilan complet est certainement encore plus lourd. Les enquêtes sont rarement efficaces, et l'affaire Iousoupov en est un exemple. Attaqué en décembre 2010 par 4 personnes relevant apparemment de la mouvance nationaliste, Firdavs Iousoupov a reçu plus de 9 coups de couteaux, mettant ses jours en danger. L'enquête sur cette affaire n'a pourtant donné aucun résultat, si ce n'est pas l'accusation portée contre lui même et ses frères pour l'attaque contre ses agresseurs.

Une nouvelle loi qui pourra permettre le harcèlement judiciaire des défenseurs des droits des minorités sexuelles est en train d'être débattue à Saint-Pétersbourg et dans d'autres villes de Russie. Ceux qui protestent contre cette loi liberticide subissent des arrestations et des intimidations. Cela va de paire avec des propos homophobes dans les médias et lors des séances des parlements locaux¹⁰.

Les brutalités policières à l'encontre des migrants sont également récurrentes. Selon un rapport établi par des sociologues de l'Institut de Recherche Sociale et d'Initiatives Civiles et paru en juin 2011, les pratiques policières révèlent une suspicion presque systématique envers les migrants, soumis à des contrôles et arrestations arbitraires réguliers, en violation des lois existantes.

Les difficiles conditions de vie des migrants en Russie sont en grande partie la conséquence d'un système organisé de contournement de la réglementation. La collaboration entre instances responsables de la migration et entreprises intermédiaires s'adressant aux migrants a été mise à jour dans plusieurs affaires, détaillées dans un rapport conjoint de la FIDH et d'ADC Mémorial¹¹. La difficulté à obtenir des documents en règle (les permis de travail sont valables seulement trois mois et il est très difficile d'obtenir un contrat de travail, qui n'est que d'un an maximum) a engendré un contournement massif du système par les entreprises. Les cas de non-paiement des salaires sont l'une des premiers raisons qui font se diriger les migrants vers les ONG. Les entreprises n'hésitent pas non plus à donner des « amendes » injustifiées à leurs travailleurs, à les intimider par l'intermédiaire de la police ou les loger dans des bâtiments insalubres. De nombreux cas de travail forcé ont été recensés en 2011. Privés de leurs documents officiels, certains migrants sont en effet contraints de travailler sans recevoir de salaire. Ils ne disposent d'aucun système de protection en cas d'accident. Leurs conditions de vie et le manque de soin les exposent aux maladies infectieuses et respiratoires.

Enfin, les conditions de vie inhumaines dans les centres de détention pour migrants, dénoncées par Mémorial devant la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH - Lakatos vs Russie), n'ont reçues aucune amélioration, alors même qu'en 2011, la Russie a reconnu les violations de la Convention Européenne relatives aux conditions de détention : les migrants continuent d'y subir le froid, la faim, et les mauvais traitements dans des conditions insalubres.

4. Les civils, premières victimes des conflits larvés du Caucase russe

Dans le Caucase du nord, l'impunité des forces de sécurité russes dans la région ne fait que radicaliser les mouvements adverses, dans un cercle vicieux que ne semble pas vouloir enrayer les autorités. Au nom de la lutte anti-terroriste, les droits de l'Homme sont mis de côté pour laisser place à l'arbitraire dont les premières victimes sont les civils. D'un côté, les rebelles islamistes visent parfois volontairement certains civils, dressent des listes de personnes à abattre, s'en prenant aux professeurs ou aux théologiens, aux femmes, aux membres du clergé officiel ou aux journalistes. Les agences de sécurité agissent hors de tout cadre légal, en violation flagrante des droits de l'Homme : les enlèvements, les incarcérations illégales, les disparitions, les tortures, les exécutions extra-judiciaires, la falsification des preuves lors des procès, sont autant de pratiques qui ne sont jamais condamnées et échappent au contrôle des autorités en place.

⁹<http://www.sova-center.ru/en/xenophobia/news-releases/2012/01/d23381/>

¹⁰ cf la lettre ouverte au Parlement de Saint-Pétersbourg de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme (programme conjoint de la FIDH et de l'OMCT) <http://www.fidh.org/Open-Letter-to-the-Legislative.11334>

¹¹ <http://www.fidh.org/Tajikistan-Migrant-workers-must>

La FIDH est une organisation non gouvernementale de défense des droits humains, qui fédère 164 organisations dans plus de 100 pays. La FIDH a un statut consultatif auprès des Nations unies, de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe et d'observateur auprès de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples.

<http://www.fidh.org> -presse@fidh.org

+33 1 43 55 90 19 - +33 1 43 55 14 12

Twitter : @fidh_ngo

L'impunité qui régnait en Tchétchénie a gagné non seulement le Caucase du Nord mais également la Russie et a dépasse ses frontières. Oumar Israilov, un requérant devant la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH), réfugié tchétchène en Autriche, a été tué le 13 janvier 2009 à proximité de sa maison à Vienne. Dans sa requête auprès de la CEDH, Israilov accusait le Président de la Tchétchénie de l'avoir détenu illégalement et de l'avoir torturé en 2003. Trois personnes impliquées dans le meurtre ont été condamnées par la Cour de Vienne en 2011 à la suite d'un procès emblématique qui, pour la première fois, a remonté la chaîne de commandement dans les crimes contre les opposant au régime. Néanmoins, la Russie n'a pas répondu favorablement à la demande du parquet autrichien d'interroger le meurtrier présumé qui aurait réussi à fuir et vit ouvertement en Tchétchénie, ni les cinq témoins clés dans l'affaire, y compris le Président de la Tchétchénie, Kadyrov. Un dossier complet sur cette affaire d'importance est disponible sur le site de la FIDH.¹²

Dans le contexte de l'élection présidentielle de mars 2012 et de contestation massive des violations des droits de l'Homme de ces derniers mois, la quête de respect des libertés civiles et politiques, des droits de l'Homme et de l'Etat de droit doit enfin être entendue et mise au cœur du prochain mandat électoral.

¹²<http://www.fidh.org/ISRAILOV-Case>

La FIDH est une organisation non gouvernementale de défense des droits humains, qui fédère 164 organisations dans plus de 100 pays. La FIDH a un statut consultatif auprès des Nations unies, de l'UNESCO et du Conseil de l'Europe et d'observateur auprès de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples.

<http://www.fidh.org> -presse@fidh.org
+33 1 43 55 90 19 - +33 1 43 55 14 12

Twitter : [@fidh_ngo](https://twitter.com/fidh_ngo)